

Destinataires :  
Maire d'Étain  
Maire de Verdun  
Maire de St Mihiel  
Maire de Commercy  
Députés Mme CARIOU et M. PANCHER  
Sénateurs M. MENONVILLE et M. LONGUET

Madame, Monsieur les élu.e.s,

Ce 1<sup>er</sup> janvier 2022 acte la restructuration de quatre services au sein des finances publiques en Meuse : la fermeture définitive des trésoreries d'Étain, de St Mihiel, du Service des Impôts des Entreprises de Verdun, ainsi que la fusion du Service des Impôts des Particuliers de Commercy avec celui de Bar le Duc. Ces réorganisations viennent s'ajouter aux trop nombreuses structures déjà fermées ou fusionnées depuis la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) décidé par le Ministère de l'Action et des Comptes Publics en 2018.

La disparition de ces services publics accentue non seulement la désertification des zones rurales mais touche désormais des sites importants comme celui de Verdun.

Du fait de ces suppressions successives, il ne subsiste que quelques structures de la DGFIP dans les seules villes de Verdun, Bar le Duc, Commercy et Montmédy. Cela accentue l'inégalité d'accès aux Services Publics pour nos concitoyens qui font face à des horaires d'ouverture au public qui se sont restreints, des difficultés pour contacter les agents et des délais d'attente très longs pour obtenir une réponse de nos services.

Ce phénomène est essentiellement dû aux suppressions de postes subies tous les ans (4 suppressions de plus pour 2022 en Meuse, ce qui porte leur nombre à 89 ces dix dernières années). Cela engendre également de nombreuses difficultés, par exemple le retard de publication des actes de vente du Service de Publicité Foncière qui entraîne de nombreuses anomalies dans l'établissement des taxes foncières et des erreurs d'attributions de ces dernières faute de pouvoir les mettre à jour.

Notre Directeur départemental des Finances Publiques a fait la promotion des structures « France Services » depuis leur mise en place, en arguant une plus grande présence de nos services sur le territoire meusien. Cependant, ces établissements (financés par les collectivités territoriales) n'offrent pas la qualité de service que pouvaient trouver les usagers auparavant dans les structures désormais fermées. Dans les faits, notre présence est occasionnelle. En effet, les usagers doivent attendre deux ou trois semaines pour espérer rencontrer un agent des Finances Publiques lorsqu'ils rencontrent un problème nécessitant une analyse technique de leur dossier. Par conséquent, ils finissent par prendre rendez-vous en ligne directement dans les Services des Impôts des Particuliers encore existants plutôt que d'attendre deux ou trois semaines jusqu'à la venue d'un agent dans les France Services.

Ce désengagement pénalise les usagers les plus fragiles (personnes âgées, personnes en situation de précarité,...) qui n'ont pas la possibilité de rejoindre un service DGFIP.

De plus, ces restructurations affaiblissent les services gestionnaires des collectivités locales : avec la suppression annoncée des trésoreries de proximité, c'est une industrialisation massive du travail qui s'annonce avec des impacts sur les délais et conditions de paiement des marchés que les collectivités locales ont contracté avec les entreprises.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques va mener une action symbolique le 13 janvier 2022 devant la Direction Départementale des Finances Publiques de Bar le Duc, afin de dénoncer ces nouvelles fermetures de services.

En tant qu'élue, vous mesurez pleinement l'importance du maintien des services publics au sein de notre département rural, et y attachez sans aucun doute le même intérêt que nous.

**Votre présence à nos côtés, le 13 janvier, est nécessaire afin que nous puissions dénoncer la disparition en nombre de nos services de proximité, de réclamer avec nous l'arrêt de leurs fermetures et le maintien indispensable des structures subsistantes.**

Contacts :

Eve Cultot, secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques Meuse

Tél : 06 86 10 08 88

Mail : [solidairesfinancespubliques.ddfip55@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip55@dgfip.finances.gouv.fr)

Agnès Creusat, secrétaire départementale de CGT Finances Publiques Meuse

Tél : 06 31 98 66 71

Mail : [cgt.ddfip55@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip55@dgfip.finances.gouv.fr)